

## MARCHE PUBLIC - REGLEMENT DE CONSULTATION

### Mutuelle 2023

### Complémentaire santé à destination des salariés

#### **ARTICLE 1 – Objet de la consultation**

Le présent contrat a pour objet le renouvellement du contrat de complémentaire santé à destination des salariés de BGE PICARDIE.

L'appel d'offres porte sur des services d'assurance maladie, selon la classification CPV 66512200.

#### **ARTICLE 2 – Conditions de la consultation**

##### **2.1 – MODE DE CONSULTATION**

Il s'agit d'un appel d'offres en procédure adaptée mentionné aux articles R.2123-1 et R.2123-2 du Code de la Commande Publique.

##### **2.2 – OFFRE DE BASE**

L'offre fait l'objet d'une déclinaison :

- Un tarif pour le salarié seul (« forfait « isolé »)
- Un tarif pour le salarié et un ayant droit (« forfait duo »)

RC – Marché Mutuelle 2023 – Page 1

#### **BGE PICARDIE**

- Siège social : 18, rue Lamartine, 80000 Amiens – France
- Adresse de correspondance : 20, avenue Jean Rostand, 60000 Beauvais – France

T 0970 808 217 – [contact@bge-picardie.org](mailto:contact@bge-picardie.org)

SIRET 398 772 186 00068 – ORGANISME DE FORMATION N° 22800168180



- Un tarif pour le salarié et plusieurs ayants-droits (forfait « famille »)
- Une Formule de Base
- Option 1
- Option 2

Le salarié ne souhaitant pas souscrire à la complémentaire santé pour lui et/ou ses ayants-droits devra s'acquitter d'une demande de dispense dûment justifiée chaque année civile.

**L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une réponse incomplète constituera un motif d'irrégularité.**

## **2.3 – VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les offres qui ne sont pas conformes aux spécifications minimales indiquées dans le dossier de consultation sont éliminées.

## **2.4 – UNITE MONETAIRE – LANGUE**

Le candidat est informé que l'acheteur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les offres des candidats et tous les documents annexes devront être rédigés en langue française.

## **2.5 – MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT**

Le paiement s'effectuera par prélèvement via la DSN.

## **2.6 – MODIFICATION DE DETAIL DES DOSSIERS DE CONSULTATION**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.7 – MODALITES DE SOUMISSION**

Une même compagnie d'assurance ne pourra présenter plus d'une offre.

Un même intermédiaire d'assurance (agent ou courtier) ne pourra présenter plus d'une offre.

Une même personne ne pourra représenter plus d'une offre.

### **ARTICLE 3 – Durée du marché**

La durée du marché est de un (1) an à compter du 1er janvier 2023. Le marché est non reconductible.

### **ARTICLE 4 – Montant de l'accord cadre**

Le présent appel d'offres est composé d'un lot unique, dont la valeur est estimée à 70.000 € HT sur l'année.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, conformément au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'allotissement est donc exclu du présent accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum ; il est conclu avec un montant maximum de 80.000 € HT pour la durée maximale de l'accord-cadre.

Ces chiffres ne sont qu'une indication, en aucun cas ils n'engagent BGE PICARDIE sur un volume.

#### **BGE PICARDIE**

• Siège social : 18, rue Lamartine, 80000 Amiens – France

• Adresse de correspondance : 20, avenue Jean Rostand, 60000 Beauvais – France

T 0970 808 217 – [contact@bge-picardie.org](mailto:contact@bge-picardie.org)

Numéro non surtaxé  
SIRET 398 772 186 00068 – ORGANISME DE FORMATION N° 22800168180

## **ARTICLE 5 – Contenu du dossier de consultation et conditions de son obtention**

### **5.1 – RETRAIT DU DOSSIER**

Le retrait du dossier de consultation s'effectue gratuitement par voie dématérialisée via le site suivant :

- [www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com)
- <https://www.bge-picardie.org/>

### **5.2 – PUBLICITE**

L'avis de marché relatif au présent appel d'offres est également publié sur les sites internet suivants :

- [www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com)
- <https://www.bge-picardie.org/>

### **5.3 – COMPOSITION DU DOSSIER**

Il comprend :

- Le présent règlement à la consultation.
- L'acte d'engagement
- Le "Bordereaux de prix unitaires"
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes

## **ARTICLE 6 – Conditions de présentation des offres**

Le candidat transmet son offre selon les modalités décrites ci-dessous.

### **6.1 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE**

#### **6.1.1 – Dépôt sur la plateforme**

La remise des offres s'effectue exclusivement par voie dématérialisée via le site suivant : [www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com)

Un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception est automatiquement envoyé au candidat. Les dossiers d'offre sont remis par voie électronique et doivent impérativement être déposés avant les dates et heures indiquées à l'article 5.2 du présent règlement. A défaut, l'offre est rejetée.

### **6.1.2 – Format des fichiers transmis**

Les formats de documents acceptés sont les suivants : compatibles traitements de textes courants (.doc ; .rtf ; .docx notamment), tableurs (.xls notamment), diaporamas (.ppt notamment) ou dans un autre format préservant la présentation de telle sorte qu'ils puissent être lus par des logiciels libres de droits ou les logiciels très grand public type Microsoft Office.

Les documents à transmettre sont compressés au sein d'un fichier au format compatible ZIP, à l'exclusion de tout autre format de compression.

## **6.2 – DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

La date limite de réception des offres est fixée au **Vendredi 9 décembre 2022 à 16h00.**

## **6.3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à 3 (trois) mois à compter de la date limite de remise des offres indiquée à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

## **6.4 – PIECES A PRODUIRE**

Le candidat doit produire impérativement tous les renseignements et documents mentionnés aux articles 6.4.1. et 6.4.2.

### **6.4.1 – Dossier de candidature**

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- la lettre de candidature – formulaire DC1 ou équivalent,

- la déclaration du candidat – formulaire DC2 ou équivalent

En lieu et place, le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le portail du ministère en charge de l'Économie et des Finances :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Afin de procéder à l'examen des candidatures et à leur vérification, si BGE PICARDIE constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, les candidats concernés sont invités à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous de 3 jours (hors samedis, dimanches et jours fériés) à compter de la demande de BGE PICARDIE.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

#### 6.4.2 – Dossier d'offre technique et financière

L'offre technique et financière doit comporter les documents suivants :

- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) dûment complété,
- le Mémoire Technique (MT) comprenant a minima (le MT devra être présenté en 1 seul document de 20 pages maximum (présentation aérée) ou 30 « slides » en cas de présentation sous format « power point ») :
  - le détail des garanties proposées
  - la prestation de service

## **ARTICLE 7 – Modalités et critères de sélection des candidatures et des offres**

### **7.1 – VERIFICATION DES CANDIDATURES**

Le cas échéant après demande de régularisation dans les conditions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique ou qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique et reprises à l'article 6.1 du présent règlement ne seront pas admises à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Conformément à l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, les candidatures seront vérifiées sur la base de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats. En cas de groupement, l'appréciation s'effectuera de manière globale.

### **7.2 – JUGEMENT DES OFFRES**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics au moyen des critères suivants :

Critères de jugement des offres :

- Critère du prix (HT) = 60 %
- Critères techniques = 40 %

**Le prix des prestations** sera apprécié selon la formule suivante (100 points) :

$\text{Note du Candidat} = (\text{PRIX TOTAL DU MOINS DISANT} / \text{PRIX TOTAL DU CANDIDAT}) * 100 * 0.60$
--

**La valeur technique** sera appréciée par une note de 100 points ainsi décomposée :

- La note du service client (à titre indicatif: interlocuteur principal, disponibilité de l'interlocuteur, délais de remboursement, gestion des affiliations et des radiations, gestion des sinistres, gestion des appels de cotisations, etc.) sur 40 points
- La note selon la qualité des garanties proposées (types de garanties, etc.) sur 40 points

- La note par rapport aux services en ligne / dématérialisés (possibilité de faire des changements via une plateforme en ligne, déposer des demandes de remboursement de manière dématérialisée, etc.) sur 20 points

$\text{Note du Candidat} = \text{SOMME DES NOTES} * 0.40$
---

Ainsi le total global sera donc :

$\text{Note Globale} = \text{Note du Candidat sur le prix des prestations} + \text{Note du candidat sur la Valeur Technique}$
---

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

**Sera déclarée comme irrégulière**, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

### **ARTICLE 8 – Documents à remettre par le titulaire**

Dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur, les candidats retenus devront :

- Fournir les justificatifs administratifs mentionnés à l'article 8.1 du règlement de la consultation.
- Signer l'acte d'engagement conformément aux dispositions de l'article 8.2 du règlement de la consultation.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient pas être produites dans le délai imparti, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

L'acheteur retiendra le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.



## 8.1 – FOURNITURE DES JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS

Le candidat retenu devra fournir via la plateforme les pièces justificatives suivantes :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents sont fixés par arrêté du 22 mars 2019. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un K bis, datant de moins de 3 mois.
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

## 8.2 – SIGNATURE ELECTRONIQUE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Le candidat retenu devra dater et signer de manière électronique l'acte d'engagement, les conditions particulières et le BPU.

Il est rappelé que les pièces mentionnées ci-avant doivent être signées par une personne physique habilitée à engager le candidat ou le mandataire du groupement dans le cadre de la présente consultation.

L'acte d'engagement et les autres pièces mentionnées ci-dessus devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences fixées aux articles 1365 à 1367 du code civil.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, les candidats devront utiliser une signature électronique conforme aux exigences du règlement n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit "eIDAS" relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat devra être en cours de validité à la date de la signature. Les frais de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La signature électronique pourra être également apposée au moyen d'un parapheur électronique.

### **8.3 – INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DU CANDIDAT RETENU**

Les soumissionnaires seront avisés du rejet de leur offre par voie électronique.

Les candidats retenus recevront, par voie électronique, une lettre de notification accompagnée d'un original de contrat signé électroniquement.

#### **ARTICLE 9 – Renseignements complémentaires**

Les candidats utiliseront les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com)) pour demander des renseignements complémentaires.

Ces renseignements complémentaires peuvent être demandés jusqu'au **vendredi 2 décembre 2022 à 16h00**.

Passée cette date, BGE PICARDIE ne prendra plus en compte aucune demande.

Les réponses aux renseignements complémentaires demandés en temps utile seront transmises au plus tard le **lundi 5 décembre 2022**.

Tous les candidats seront informés de toutes les questions posées et de toutes les réponses qui seront données par BGE PICARDIE.

#### **ARTICLE 10 – Informations diverses**

BGE PICARDIE se réserve le droit de ne pas donner suite à l'appel d'offres.

BGE PICARDIE choisit librement l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits à l'article 7.2 du présent règlement.

L'appel d'offres peut être déclaré infructueux s'il n'est pas répondu de façon satisfaisante aux critères visés à l'article 7.2 du présent document.

#### **BGE PICARDIE**

- Siège social : 18, rue Lamartine, 80000 Amiens – France
- Adresse de correspondance : 20, avenue Jean Rostand, 60000 Beauvais – France

T **0970 808 217** – [contact@bge-picardie.org](mailto:contact@bge-picardie.org)

Numéro non surtaxé  
SIRET 398 772 186 00068 – ORGANISME DE FORMATION N° 22800168180



La réponse à cet appel d'offres vaut acceptation sans réserve du présent règlement de consultation et des documents auxquels il renvoie ainsi que des éléments constitutifs du dossier de consultation.

RC – Marché Mutuelle 2023 – Page 11

**BGE PICARDIE**

- Siège social : 18, rue Lamartine, 80000 Amiens – France
- Adresse de correspondance : 20, avenue Jean Rostand, 60000 Beauvais – France

T **0970 808 217** – [contact@bge-picardie.org](mailto:contact@bge-picardie.org)  
Numéro non surtaxé

SIRET 398 772 186 00068 – ORGANISME DE FORMATION N° 22800168180

